

Jean-Pierre Moreau
42 rue des Entrepreneurs, 75011 Paris

SAS TechSolutions
15 avenue de l'Innovation, 69002 Lyon

Lettre recommandée avec accusé de réception

À _____, le 24/02/2026

Objet : MISE EN DEMEURE — Dossier n°EXEMPLE-DEMO-100K

Jean-Pierre Moreau 42 rue des Entrepreneurs 75011 Paris Email : jpmoreau@example.com
Téléphone : 06 12 34 56 78

SAS TechSolutions Société par actions simplifiée 15 avenue de l'Innovation 69002 Lyon

Lettre recommandée avec accusé de réception

Paris, le 24 février 2026

Objet : Mise en demeure de paiement – Contrat n° CONTRAT-2024-0042 – Facture n° F-2024-112 d'un montant de 100 000 € TTC

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous adresser la présente lettre en ma qualité de consultant en systèmes d'information, afin de vous mettre formellement en demeure de procéder au paiement intégral de la somme de 100 000 € TTC, correspondant à la facture n° F-2024-112, émise le 1er juillet 2024, dans le cadre du contrat de prestation n° CONTRAT-2024-0042 conclu entre nous le 15 janvier 2024.

I. Rappel des faits

- Le 15 janvier 2024, nous avons conclu un contrat de prestation portant sur le développement d'une plateforme e-commerce et l'intégration d'un ERP, pour un montant total de 100 000 € TTC.
- La mission a été intégralement réalisée et réceptionnée sans réserve le 30 juin 2024, conformément au procès-verbal de réception signé par les deux parties.
- La facture correspondante, n° F-2024-112, a été émise le 1er juillet 2024, avec une exigibilité immédiate du paiement.
- Malgré mes trois relances amiables, respectivement les 15 juillet 2024, 1er août 2024 (par email) et 20 août 2024 (par courrier recommandé avec accusé de réception), vous n'avez

procédé à aucun règlement.

- Votre représentant légal, Monsieur Éric Dubois, a initialement évoqué des difficultés de trésorerie transitoires, avant de cesser tout contact depuis le 1er septembre 2024.
- Cette situation d'impayé cause un préjudice financier grave et manifeste à ma personne.

II. Fondements juridiques

Conformément aux dispositions des articles L.441-6 et suivants du Code de commerce, tout professionnel est tenu de régler ses factures à la date convenue entre les parties ou, à défaut, dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation.

En l'espèce, le paiement était exigible depuis le 1er juillet 2024, soit depuis plus d'un an et demi à ce jour, ce qui constitue un retard manifeste.

Par ailleurs, en application de l'article L.441-10 du Code de commerce, tout retard de paiement entraîne de plein droit l'application d'intérêts de retard au taux légal majoré de dix points, ainsi que l'obligation de verser une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 € destinée à couvrir les frais de recouvrement.

Enfin, l'article 1231-5 du Code civil prévoit que le débiteur en retard est tenu de réparer le préjudice subi par le créancier du fait de ce retard, ce qui ouvre droit à des dommages-intérêts complémentaires en cas de préjudice supérieur à l'indemnité forfaitaire.

III. Mise en demeure

Par la présente, je vous mets formellement en demeure de procéder au paiement intégral de la somme de 100 000 € TTC, augmentée :

- des intérêts de retard calculés au taux légal en vigueur majoré de dix points, à compter du 2 juillet 2024 jusqu'au complet paiement,
- de l'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €, conformément à l'article L.441-10 du Code de commerce.

Je vous fixe un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la présente lettre, soit jusqu'au 11 mars 2026 inclus, pour régulariser votre situation.

IV. Conséquences en cas de non-paiement

À défaut de paiement dans le délai imparti, je me verrai contraint d'engager sans délai toute procédure judiciaire utile devant le tribunal compétent, à savoir le Tribunal de commerce de Paris, afin d'obtenir le recouvrement forcé de la somme due, majorée des intérêts et accessoires, ainsi que des dommages-intérêts pour le préjudice subi.

Je vous rappelle que ces procédures entraîneront des frais supplémentaires à votre charge, ainsi qu'une inscription au fichier des incidents de paiement, ce qui pourrait nuire gravement à votre réputation commerciale.

Je vous invite donc instamment à prendre la mesure de la gravité de la situation et à procéder au règlement immédiat de votre dette afin d'éviter toute escalade contentieuse.

Je reste à votre disposition pour tout échange constructif visant à régulariser cette situation dans les meilleurs délais.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Pierre Moreau

Pièces jointes :

- Contrat de prestation du 15/01/2024 signé des deux parties
- Procès-verbal de réception du 30/06/2024
- Facture n° F-2024-112 du 01/07/2024
- Copies des trois relances amiables (emails des 15/07/2024, 01/08/2024, courrier recommandé du 20/08/2024 avec AR)

Mention importante

Ce document est généré automatiquement. Consultez un avocat pour validation.

Fait à _____, le _____

Jean-Pierre Moreau

Signature :